



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### PRESTATION D'HELIPORTAGE

#### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)

#### APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

#### ACCORD-CADRE A EXECUTION MIXTE MULTI-ATTRIBUTAIRES n° 2025-8830-018

#### Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestation d'hélicoptage pour l'acheminement d'outils, de matériaux, de fournitures, et accessoirement de personnes pour les unités de production de l'Agence Travaux de la Direction territoriale ONF Auvergne Rhône Alpes.

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction territoriale Auvergne Rhône Alpes  
143, Rue Pierre Corneille  
69003 LYON Cedex 03

Représenté M. Nicolas KARR, directeur territorial de l'Office National des Forêts Auvergne Rhône-Alpes

## SOMMAIRE

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN</b> .....	<b>1</b>
<b>(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)</b> .....	<b>1</b>
<b>1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR</b> .....	<b>4</b>
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
1.2. PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE .....	4
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES) .....	4
1.4. PERSONNES AUPRES DESQUELS DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	4
1.5. PERSONNE AUPRES DE QUI DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	4
MME CUILLERIER PATRICIA CHEFFE DU SERVICE FINANCIER ET JURIDIQUE 143, RUE PIERRE CORNEILLE 69003 LYON TELEPHONE : 06 23 58 03 09 COURRIEL : PATRICIA.CUILLERIER@ONF.FR .....	4
1.6. COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	4
<b>2 OBJET - DISPOSITIONS GENERALES</b> .....	<b>4</b>
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	4
2.2. PROCEDURE .....	4
2.3. CLASSIFICATION CPV .....	5
2.4. CONTEXTE .....	5
<b>3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE</b> .....	<b>5</b>
3.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	5
3.2. DECOMPOSITION EN LOTS .....	5
3.3. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE .....	6
3.3.1. Lots n° 1 à 10 .....	6
3.3.2. Lot n° 11 .....	6
3.3.3. Modalités d'attribution de l'accord-cadre .....	6
3.3.4. Modalités d'attribution des bons de commandes .....	6
3.3.5. Délais d'émission et d'acceptation des commandes .....	6
3.4. DUREE ET PRISE D'EFFET DE L'ACCORD-CADRE .....	7
LA DUREE DU PRESENT MARCHÉ EST DE DOUZE (12) MOIS A COMPTER DE SA DATE DE NOTIFICATION. LE MARCHÉ EST RECONDUCTIBLE DANS LES MEMES TERMES TROIS FOIS UN (1) AN PAR TACITE RECONDUCTION SANS QUE SA DUREE NE PUISSE EXCÉDER QUATRE (4) ANS. ....	7
EN CAS DE NON-RECONDUCTION, LE POUVOIR ADJUDICATEUR NOTIFIERA SA DECISION AU TITULAIRE, 2 MOIS AU PLUS TARD AVANT L'ECHEANCE EN COURS. ....	7
L'EMISSION DES BONS DE COMMANDE NE POURRA INTERVENIR QUE PENDANT LA DUREE DE VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE. LES BONS DE COMMANDE PEUVENT ETRE EMIS JUSQU'AU DERNIER JOUR DE VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE. DANS CE CAS, LEUR DUREE D'EXECUTION EST FIXEE A DEUX MOIS MAXIMUM. ....	7
3.5. PRESTATIONS SIMILAIRES .....	7
3.6. VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) .....	7
3.7. SOUS-TRAITANCE .....	7
<b>4 SPECIFICATIONS TECHNIQUES</b> .....	<b>7</b>
4.1. CONSIGNES GENERALES .....	7
4.2. NATURE DE LA PRESTATION .....	7
4.3. PRIX DE LA PRESTATION .....	8
4.4. CARACTERISTIQUES DES CHARGES .....	8
4.5. PREPARATION DES CHARGES .....	8
4.6. FORMATION DU PERSONNEL ONF AU SOL .....	8
4.7. MOYENS MATERIELS .....	9
4.8. MOYENS HUMAINS .....	9
LE PILOTAGE DE L'HELICOPTERE, LE TRANSPORT DES CHARGES ET LE CAS ECHEANT LES OPERATIONS DE LEVAGE ET DE POSITIONNEMENT SERONT REALISEES PAR UN PILOTE QUALIFIE ET JUSTIFIANT D'UNE EXPERIENCE SUFFISANTE DE VOL EN SITUATION DE MONTAGNE. ....	9
LA SOCIETE D'HELIPORTAGE METTRA EGALEMENT A DISPOSITION UN ASSISTANT DE VOL SUR LA DZ PENDANT LA TOTALITE DE LA PRESTATION. IL ASSURERA NOTAMMENT LE CONTROLE DE LA PREPARATION DES CHARGES AINSI QUE LEUR ACCROCHAGE ET DECCROCHAGE. ....	9
4.9. CONNAISSANCE DES LIEUX .....	9
4.10. SECURITE .....	9
4.10.1. Plan de prévention .....	9
4.10.2. Dropping Zone .....	9

4.10.3.	<b>Zone de chantier</b>	9
4.10.4.	<b>Personnel</b>	10
4.11.	<b>PRECISIONS DIVERSES</b>	10
5	<b>DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE</b>	10
6	<b>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE</b>	10
6.1.	<b>EXECUTION PAR EMISSION DE BONS DE COMMANDE</b>	10
6.1.1.	<b>Passation des commandes</b>	10
6.1.2.	<b>Modification d'un bon de commande</b>	11
6.1.3.	<b>Suspension d'un bon de commande</b>	11
6.1.4.	<b>Résiliation d'un bon de commande</b>	11
6.2.	<b>EXECUTION PAR REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES</b>	11
6.2.1	<b>Dispositions générales relatives aux marchés subséquents</b>	11
6.2.2	<b>Termes non couverts par l'accord-cadre</b>	11
6.2.3	<b>Forme des marchés subséquents</b>	11
6.2.4	<b>Durée - délais d'exécution des marchés subséquents</b>	12
6.2.5	<b>Modalités de conclusion des marchés subséquents</b>	12
a)	<i>Engagement de la consultation</i>	12
b)	<i>Critères d'attribution des marchés subséquents</i>	12
c)	<i>Formalisme et attribution des marchés subséquents</i>	12
6.2.6	<b>Modifications des marchés subséquents</b>	12
6.3	<b>MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS</b>	12
6.4	<b>EVALUATION DES CHANTIERS</b>	12
7	<b>PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT</b>	13
7.1.	<b>UNITE MONETAIRE</b>	13
7.2.	<b>FORME ET CONTENU DES PRIX</b>	13
7.2.1.	<b>Nature des prix</b>	13
7.2.2.	<b>Contenu des prix</b>	13
7.3.	<b>VARIATION DANS LES PRIX</b>	13
7.4.	<b>MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT</b>	13
7.4.1.	<b>Avance</b>	13
7.4.2.	<b>Acomptes</b>	13
7.4.3.	<b>Facturation</b>	14
7.4.4.	<b>Transmission des factures</b>	14
7.4.5.	<b>Délai global de paiement</b>	14
7.4.6.	<b>Nantissement ou cession de créance</b>	15
8	<b>CLAUDE DE REEXAMEN</b>	15
9	<b>DROIT, LANGUE</b>	15
10	<b>ASSURANCE</b>	16
11	<b>PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL</b>	16
11.1.	<b>MODALITES DE MISE EN ŒUVRE</b>	16
11.2.	<b>TRAVAILLEURS ETRANGERS</b>	16
11.3.	<b>TRAVAIL CLANDESTIN</b>	16
11.4.	<b>TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES</b>	16
12	<b>PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR</b>	16
13	<b>REGLEMENT DES DIFFERENTS</b>	17

## **1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

### **1.1. Pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Auvergne Rhône-Alpes, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 00489 dont le siège est 143, Rue Pierre Corneille - 69003 LYON Cedex 03.

### **1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre**

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2024.01 du 18 juillet 2024 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

Mr KARR Nicolas  
Directeur Territorial  
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON

### **1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)**

Mme ABONNENC Valérie  
Agence Comptable Secondaire DT AURA  
12, Allée des Eaux et Forêts - BP103 - 63370 LEMPDES  
Téléphone : 06 10 03 85 79  
Courriel : [valerie.abonnenc@onf.fr](mailto:valerie.abonnenc@onf.fr)

### **1.4. Personnes auprès desquels des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus**

Mr STACH Nicolas  
Adjoint à la Directrice Agence Travaux DT AURA  
143, rue Pierre Corneille – 69003 LYON  
Téléphone : 06 03 42 67 99  
Courriel : [nicolas.stach@onf.fr](mailto:nicolas.stach@onf.fr)

Pour la Savoie  
Mr COMBAZ-DEVILLE Pascal  
Responsable UP Savoie  
17 rue des diables bleus  
73046 CHAMBERY  
Téléphone : 06 24 97 32 10  
Courriel : [pascal.combaz-deville@onf.fr](mailto:pascal.combaz-deville@onf.fr)

Pour l'Isère  
Mme DUVAUCHELLE Manon  
Responsable UP Isère  
9 Quai Créqui – 38000 GRENOBLE  
Téléphone : 07 77 20 95 72  
Courriel : [manon.duvauchelle@onf.fr](mailto:manon.duvauchelle@onf.fr)

Pour la Haute-Savoie  
Mr ROUX Xavier  
Responsable UP Haute-Savoie  
6, avenue de France - 74 000 ANNECY  
Téléphone : 06 24 97 32 24  
Courriel : [xavier.roux@onf.fr](mailto:xavier.roux@onf.fr)

### **1.5. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre juridique peuvent être obtenus**

Mme CUILLERIER Patricia  
Cheffe du Service Financier et Juridique  
143, Rue Pierre Corneille 69003 LYON  
Téléphone : 06 23 58 03 09  
Courriel : [patricia.cuillerier@onf.fr](mailto:patricia.cuillerier@onf.fr)

### **1.6. Comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable secondaire au sein de la direction territoriale.

## **2 OBJET - DISPOSITIONS GENERALES**

### **2.1. Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestation d'hélicoptage pour l'acheminement d'outils, de matériaux, de fournitures, et accessoirement de personnes pour les unités de production de l'Agence Travaux de la Direction territoriale ONF Auvergne Rhône Alpes.

### **2.2. Procédure**

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 et suivants

du Code de la commande publique.

### 2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

60420000	Services de transport aérien non régulier
----------	---

### 2.4. Contexte

Les prestations en objet consistent à transporter le matériel et les matériaux pour la réalisation, par les équipes d'ouvriers de l'Agence travaux AURA, de travaux sur des chantiers en montagne. Dans quelques situations, les prestations concerneront aussi des déplacements de personnes.

Les lots correspondent à un découpage géographique prenant en compte, les massifs où se situent les chantiers et le maillage territorial des Unités de production.

La majorité des chantiers concernés seront réalisés en zone de montagne.

Ces sites n'étant pas normalement accessibles aux véhicules routiers, le transport des matériels, matériaux et équipements divers doit être effectué à l'aide d'hélicoptères spécialement affrétés pour ce type de mission. Les interventions de l'hélicoptère sont prévues au moment de l'approvisionnement du chantier, et éventuellement pour le repli de celui-ci.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est chargé de la préparation et la planification de ces interventions et transports hélicoptérés en concertation avec le titulaire.

## 3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à exécution mixte s'exécutant par bons de commandes et par marchés subséquents en application des articles L.2162-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

### 3.2. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 11 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

- dix (10) lots exécutés à exécution mixte : lots n°1 à 10
- un (1) lot à marchés subséquents : lot n° 11

Lots	Département	Dénomination	Périmètre géographique	Montant annuel maximum de commande €HT
1	38	Sud-Isère 1 - Entraigues	Carte annexe 1	60 000
2	38	Sud-Isère 2 -Oisans	Carte annexe 2	20 000
3	38	Sud-Isère 3 - Trièves	Carte annexe 3	50 000
4	38	Chartreuse	Carte annexe 4	100 000
5	38	Belledonne	Carte annexe 4	15 000
6	73	Maurienne	Carte annexe 5	30 000
7	73	Beaufortain Val d'Arly Tarentaise	Carte annexe 5	30 000
8	73	Haute Tarentaise	Carte annexe 5	30 000
9	73	Moyenne Tarentaise	Carte annexe 5	30 000
10	74	Haute-Savoie	Totalité du département 74	15 000
11	Tous les départements de la Direction Territoriale ONF Auvergne Rhône-Alpes	Marchés subséquents	Région Auvergne Rhône Alpes	20 000

Des cartes représentant la délimitation géographique de chaque lot, et, lorsqu'elles sont connues la localisation des principales drop zones correspondantes, sont données en annexe du présent CCATP (annexes 1 à 5).

### **3.3. Modalités d'exécution de l'accord cadre**

#### **3.3.1. Lots n° 1 à 10**

Les lots 1 à 10 font l'objet d'une exécution mixte :

- par bons de commande tant que les prestations à réaliser sont celles prévues au bordereau des prix unitaires ;
- par remise en concurrence du (es) titulaire(s) du lot lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires, en particulier lorsqu'il s'agit de prestation de nature différente.

Dans le deuxième cas de figure, les prix indiqués au bordereau des prix unitaires ne s'appliquent pas et le titulaire chiffre librement la prestation demandée.

#### **3.3.2. Lot n° 11**

Le lot n°11 s'exécute uniquement par marchés subséquents. Il est mis en œuvre uniquement :

- lorsque le(s) titulaire(s) des lots 1 à 10 ne sont pas disponibles pour réaliser les prestations commandées.
- lorsque les prestations demandées ne sont pas prévues au bordereau des prix unitaires, en particulier lorsqu'il s'agit de prestation de nature différente ou sur un secteur autre que ceux représentés sur les cartes descriptives des lots en annexe 1 à 5.

#### **3.3.3. Modalités d'attribution de l'accord-cadre**

Chaque lot de 1 à 10 est attribué à un maximum de deux (2) attributaires.

Le lot 11, est attribué sans limite d'attributaires. Ces derniers pourront être, soit les attributaires des lots de 1 à 10, soit des candidats présentant des qualifications suffisantes.

Dans ce dernier cas, les prestataires devront également assurer la formation prévue au 4.2 du CCATP.

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation.

Pas de limitation de lots par attributaire. Cependant, dès lors qu'un soumissionnaire sera susceptible d'être attributaire de plus de 6 lots, il sera contacté par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution de l'accord-cadre afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter ces lots et recueillir son accord.

#### **3.3.4. Modalités d'attribution des bons de commandes**

Les propositions de commande seront adressées aux titulaires en fonction de leur classement selon la méthode dite « en cascade des mieux-disant ». Elles seront donc d'abord adressées au titulaire dont l'offre a été classée en première position, puis au deuxième dans le cas où le premier n'a pas la capacité à réaliser la prestation ou ne répond pas à la demande dans un délai de 3 jours. Pour proposer une commande, la personne en charge de l'exécution du présent marché ou son représentant contacte le titulaire par téléphone pour connaître sa disponibilité. Le résultat de l'échange est ensuite tracé par un courriel de confirmation.

#### **3.3.5. Délais d'émission et d'acceptation des commandes**

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes.

Chaque titulaire aura un délai de 3 jours ouvrés pour prendre connaissance des prestations figurant au bon de commande, vérifier les conditions de la commande et retourner à l'ONF le bon de commande daté et signé, valant acceptation de la commande. En cas d'absence de réponse au terme des 3 jours ouvrés, le bon de commande est réputé refusé et sera adressé au titulaire suivant.

### **3.4. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre**

La durée du présent marché est de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Le marché est reconductible dans les mêmes termes trois fois un (1) an par tacite reconduction sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifiera sa décision au titulaire, 2 mois au plus tard avant l'échéance en cours.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Dans ce cas, leur durée d'exécution est fixée à deux mois maximum.

### **3.5. Prestations similaires**

Sans objet.

### **3.6. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles et les variantes ne sont pas autorisées.

### **3.7. Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas autorisée pour cette activité considérée à risques, notamment sachant que les entreprises ont des protocoles propres, donnant lieu à de la formation des personnels intervenants sur les chantiers ou les DZ.

## **4 SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

### **4.1. Consignes générales**

L'entreprise d'hélicoptage respectera en tout point la réglementation et les règles spécifiques qui régissent son activité professionnelle. Elle respectera en particulier, et sans que cela soit exclusif :

- le Code de l'aviation civile,
- l'arrêté du 24 juillet 1991 relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale,
- le guide de bonnes pratiques de l'hélicoptage publié en 2019 par l'OPPBTP.

Les prestations prévues dans le cadre de ce marché étant réalisées en conditions de montagne, l'entreprise d'hélicoptage intégrera les contraintes particulières que cela implique notamment sur les caractéristiques de l'hélicoptère et ses capacités de levage, sur la qualification nécessaire des opérateurs, sur l'influence des conditions météorologiques d'altitude.

Certaines zones peuvent être concernées par des réglementations spécifiques pour la protection environnementale. L'entreprise respectera les restrictions ou les interdictions de vol qui peuvent en découler en fonction de certaines périodes.

### **4.2. Nature de la prestation**

La prestation à réaliser consistera à assurer l'acheminement de matériel depuis la dropping zone (DZ, zone d'envol et d'emport) vers le chantier, ou le retour de matériel du chantier vers la DZ. Le cas échéant, et de façon plus occasionnelle, elle pourra également comprendre :

- l'acheminement de personnel depuis la zone d'envol vers le chantier ou son retour depuis le chantier vers la zone d'envol,
- le levage et le positionnement d'éléments constitutifs du chantier.

Le bon de commande de chaque prestation précisera la nature de la prestation à réaliser, la nature et la quantité des charges à transporter, la localisation de la DZ (coordonnées géographiques et carte), la localisation du chantier (coordonnées géographiques et carte), la personne contact responsable du chantier pour l'ONF et ses coordonnées téléphoniques, la date de réalisation de la prestation.

La prestation inclura :

- la formation du personnel de l'ONF amené à intervenir sur le chantier ou la DZ. Cette formation « Task specialist » conforme à la réglementation EASA est à la charge de l'entreprise ;

- la mise en place : acheminement de l'hélicoptère, du carburant le cas échéant, et des équipements spécifiques de portage sur la DZ, signalisation ;
- le cas échéant, et à l'appréciation de l'entreprise d'héliportage, un vol de reconnaissance pourra être réalisé entre la DZ et le chantier ;
- la vérification de la préparation des charges par le personnel de l'ONF et l'accroche des charges au filin de l'hélicoptère (uniquement pour les transports depuis la DZ vers le chantier, pour le retour vers la DZ ces opérations seront réalisées par le personnel ONF) ;
- le transport des charges depuis la DZ jusqu'au chantier ou le retour des charges vers la DZ
- le décrochage des charges sur le chantier ou la DZ dans le cas d'un décrochage automatique par le pilote de l'hélicoptère (sur le chantier, le décrochage manuel sera réalisé par le personnel ONF) ;
- le cas échéant, le déversement du béton dans les coffrages prévus à cet effet sur le chantier ;
- le cas échéant, le levage et le positionnement d'éléments du chantier ;
- le cas échéant, le transport de personnel ONF entre la DZ et le chantier. Une sensibilisation sur la sécurité sera réalisée avant chaque vol ;
- la libération de la DZ de tout matériel et équipement lié à l'héliportage. Le coût de cette opération sera également intégré au coût forfaitaire de mise en place.

### **4.3. Prix de la prestation**

Les bordereaux de prix unitaires comporteront deux types de prix :

- un prix forfaitaire pour la mise en place du chantier qui intégrera l'acheminement de l'hélicoptère et des matériels et consommables nécessaires sur la DZ, la réalisation d'une sensibilisation à la sécurité des opérateurs, les essais de communication par radio entre le pilote et le personnel au sol, la signalisation, la libération de la DZ avec enlèvement de la signalisation de tous les équipements liés à l'opération d'héliportage en fin de chantier ;
- un prix à la minute de vol qui intégrera le temps de vol passé à acheminer les matériaux, ainsi que le temps passé en vol stationnaire pour le décrochage des charges, les opérations de coulage de béton ou, le cas échéant, les opérations de levage et de positionnement. Si un vol de reconnaissance est nécessaire, son coût sera comptabilisé de la même façon en fonction des minutes de vol.

Le temps de vol sera décompté dès que l'hélicoptère n'est plus en contact du sol.

Le coût de la formation du personnel ONF au sol sera à la charge de l'entreprise d'héliportage.

### **4.4. Caractéristiques des charges**

Les charges à transporter correspondent à l'ensemble du matériel nécessaire à la réalisation d'ouvrages de protection contre les risques naturels en montagne ou à des chantiers forestiers : outils, fournitures de chantier, matériaux (granulats, ciment, béton mélangé, ferraille...) Les sites de destination sont en zone de montagne, non accessibles aux véhicules terrestres.

Les charges unitaires par vol n'excéderont pas 1.000 kg. Elles seront définies par l'entreprise d'héliportage en fonction des capacités de levage de l'hélicoptère, de l'altitude et de la température.

### **4.5. Préparation des charges**

Les charges seront acheminées sur la DZ par le personnel de l'ONF et conditionnées pour leur transport en hélicoptère selon les prescriptions de l'entreprise d'héliportage. Un assistant de vol de l'entreprise d'héliportage sera en permanence présent sur la DZ pour vérifier le bon conditionnement des charges à transporter et réaliser l'accrochage et le décrochage des charges sur la DZ.

### **4.6. Formation du personnel ONF au sol**

L'ensemble du personnel ONF amené à intervenir au sol sur les DZ ou les chantiers recevra une formation de la part de l'entreprise d'héliportage. Le contenu de cette formation respectera le contenu de la formation «Task specialist » défini par la réglementation EASA. Elle sera à la charge de l'entreprise d'héliportage. Lors de chaque intervention l'entreprise d'héliportage remplira la feuille d'émargement figurant en annexe 6 listant les personnes ONF ayant reçu la formation ainsi que la durée et contenu de la formation délivrée.



#### **4.7. Moyens matériels**

L'entreprise d'hélicoptage disposera et mettra à disposition l'ensemble des moyens matériels nécessaires à la bonne réalisation de la prestation attendue. Elle disposera en particulier d'hélicoptères aux caractéristiques et puissances adaptées au poids et à la nature des charges à transporter. Elle disposera également du matériel spécifique pour le transport hélicopté tel que élingues, chaînes, bennes, bennes à béton, sangles, filets, etc...

#### **4.8. Moyens humains**

Le pilotage de l'hélicoptère, le transport des charges et le cas échéant les opérations de levage et de positionnement seront réalisées par un pilote qualifié et justifiant d'une expérience suffisante de vol en situation de montagne.

La société d'hélicoptage mettra également à disposition un assistant de vol sur la DZ pendant la totalité de la prestation. Il assurera notamment le contrôle de la préparation des charges ainsi que leur accrochage et décrochage.

#### **4.9. Connaissance des lieux**

La société d'hélicoptage est réputée avoir parfaitement connaissance de toutes les sujétions imposées par l'exécution de la prestation et de toutes les conditions locales susceptibles d'influencer la formation des prix, et notamment :

- de la nature et de la qualité du terrain ;
- des conditions de transport et d'accès vers la DZ.

Le cas, échéant elle pourra procéder à un vol de reconnaissance dont la durée sera intégrée au temps de vol pour réaliser la prestation.

#### **4.10. Sécurité**

##### **4.10.1. Plan de prévention**

Un plan de prévention sera établi pour chaque prestation conjointement par l'ONF et l'entreprise d'hélicoptage. Il comprendra une analyse des risques spécifiques de la prestation d'hélicoptage et de ceux induits par l'interférence avec les ouvriers de l'ONF. Il prendra en particulier en compte les risques liés au pilotage de l'hélicoptère, aux caractéristiques de la DZ et du lieu de dépôt sur le chantier, à la présence d'objets au sol, ainsi qu'aux risques pour le personnel au sol ou, le cas échéant de dépose de personnel. Une attention toute particulière sera portée aux risques liés aux conditions de relief (proximité de paroi, dépose sur zone exiguë, conditions météorologiques ...). Il précisera les instructions à donner aux intervenants sur le chantier et l'organisation de la mise en place des secours en cas d'urgence.

Une réunion préalable sera obligatoirement tenue avant le début des opérations d'hélicoptage lors de laquelle les consignes de sécurité seront rappelées à l'ensemble des intervenants.

##### **4.10.2. Dropping Zone**

La zone proposée par l'ONF devra être validée par l'entreprise. Cette zone doit être un espace suffisamment grand, plat et de préférence gazonné pour éviter les soulèvements de poussière. Elle sera éloignée au maximum des arbres, lignes électriques ou téléphoniques ou routes.

Elle aura été nettoyée par l'ONF de tout ce qui, sous l'effet du souffle du rotor de l'hélicoptère, pourrait s'envoler et gêner ou blesser le personnel chargé du travail à proximité ou sous l'hélicoptère ou être un danger pour l'aéronef (plastique se prenant dans les rotors...).

La société d'hélicoptage aura la responsabilité de la mise en place et de l'entretien de la signalisation des aires de stockage et d'hélicoptage La SH est tenue à la remise en état des lieux et accès à la fin du chantier. Elle prendra toutes les précautions pour assurer le respect des normes de qualités environnementales.

##### **4.10.3. Zone de chantier**

L'ONF s'assurera d'enlever systématiquement de la zone de chantier tout ce qui de par sa nature ou son poids serait susceptible de s'envoler sous l'effet du souffle du rotor. Si du matériel de chantier ne peut être évacué, il sera solidement fixé à des éléments de structure.

#### 4.10.4. Personnel

Une seule personne, équipée d'un casque avec jugulaire, de lunettes de chantier, de gants de protection et d'un gilet de sécurité aux couleurs normalisées, accrochera la charge. De même, une seule personne, assistée si nécessaire pour l'orientation des charges par une autre personne, munie des mêmes équipements, réceptionnera la charge sur le chantier.

L'ONF désignera un responsable de l'organisation de l'opération d'hélicoptère. Il devra s'assurer, en liaison avec l'assistant de vol de la société d'hélicoptère, que les personnes désignées pour l'accrochage ou la réception des charges connaissent parfaitement le fonctionnement des systèmes d'accrochage de l'appareil.

Toutes les personnes concernées par l'hélicoptère devront se conformer strictement aux consignes données par le pilote ou l'assistant de vol de la société d'hélicoptère, notamment en ce qui concerne les manœuvres de repli du personnel, en cas d'incident de vol (veiller à avoir bien diffusé ces consignes avant l'engagement des opérations), et l'approche d'une machine au sol.

Les liaisons entre les équipes au sol et le pilote seront assurées par système radio (fréquence non aéronautique).

#### 4.11. Précisions diverses

La société d'hélicoptère sera responsable de l'ensemble de la logistique propre à garantir le bon fonctionnement de ses hélicoptères, en particulier par la présence de personnel spécialisé (mécaniciens, assistants de vol...) et en organisant le ravitaillement en carburant des appareils.

Les documents nécessaires au bon déroulement des vols seront établis sous la responsabilité de la société d'hélicoptère conformément à ses propres règles. L'affruteur fournira en temps utile tous les renseignements supplémentaires et nécessaires à l'établissement de ces documents.

La société d'hélicoptère doit remettre au responsable du chantier ONF un compte rendu de mission ou bordereau de vol à la fin de chaque intervention.

### 5 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et le bordereau des prix unitaires au présent marché ;
- le présent cahier des clauses administratives techniques particulières (CCATP).
- le BPU (par lot)
- le mémoire technique remis par le titulaire

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

### 6 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

#### 6.1. Exécution par émission de bons de commande

##### 6.1.1. Passation des commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes établis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 3.3.4 du présent CCATP.

Les propositions de commande, signées par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émises jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Les propositions de commande émises en fin de contrat pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des propositions de commande sera de 2 mois.

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir

adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

#### **6.1.2. Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant (en particulier pour le mettre en conformité avec les quantités indiquées au CRM / Bordereau de vol si le montant réalisé dépasse le montant prévu au bon de commande initial). L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

#### **6.1.3. Suspension d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut, soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessus.

#### **6.1.4. Résiliation d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Il en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### **6.2. Exécution par remise en concurrence des titulaires**

#### **6.2.1 Dispositions générales relatives aux marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont attribués pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette exécution par remise en concurrence des titulaires est mise en œuvre dans les cas visés aux articles 3.3.1 et 3.3.2 ci-dessus.

#### **6.2.2 Termes non couverts par l'accord-cadre**

Le seul élément de l'accord-cadre pouvant être précisé par les marchés subséquents est le prix des prestations.

#### **6.2.3 Forme des marchés subséquents**

Les marchés subséquents seront ponctuels.

#### **6.2.4 Durée - délais d'exécution des marchés subséquents**

La durée de chaque marché subséquent sera indiquée dans le marché subséquent concerné. À défaut d'indication, sa durée sera équivalente à son délai d'exécution.

#### **6.2.5 Modalités de conclusion des marchés subséquents**

##### **a) Engagement de la consultation**

Le pouvoir adjudicateur consultera tous les titulaires du lot considéré de l'accord-cadre, par tous moyens (dont la plateforme de dématérialisation PLACE).

Le pouvoir adjudicateur enverra à chaque titulaire un dossier de consultation correspondant au cahier des charges du marché subséquent, identifiant le besoin ainsi que les modalités particulières d'exécution du marché subséquent, et les invitera à remettre une offre, dans un délai qui ne pourra pas être inférieur à sept jours calendaires, sauf cas d'urgence.

Cet envoi se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. En cas de changement d'adresse de messagerie électronique, le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception. Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

##### **b) Critères d'attribution des marchés subséquents**

Le critère d'attribution des marchés subséquents est le prix. Les offres seront classées par ordre décroissant et l'offre la mieux classée sera retenue.

##### **c) Formalisme et attribution des marchés subséquents**

Chaque marché subséquent sera matérialisé par l'offre financière du titulaire, signée et notifiée par le pouvoir adjudicateur. Seuls les marchés subséquents, signés par le pouvoir adjudicateur et régulièrement notifiés, devront être honorés par le titulaire.

#### **6.2.6 Modifications des marchés subséquents**

Un marché subséquent peut être modifié ou annulé sur demande de l'ONF, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, dans les conditions suivantes :

- si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation. Les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- si la modification ou l'annulation est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF. Le titulaire doit justifier de la réalité de ces frais. Il remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification ou l'annulation d'un marché subséquent n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

### **6.3 Modalités de réception des prestations**

La réception des prestations réalisées est formalisée par la signature du compte rendu de mission ou du bordereau de vol.

### **6.4 Evaluation des chantiers**

Après chaque chantier, l'ONF évaluera la prestation du titulaire selon les critères suivants :

- conformité au cahier des charges,
- réactivité, respect délai exécution,
- rigueur, respect des procédures administratives
- compétences et qualification des personnels
- état et qualité du matériel
- actions mises en œuvre pour améliorer la sécurité du chantier.

L'évaluation faite sera communiquée au titulaire.

## 7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

### 7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

### 7.2. Forme et contenu des prix

#### 7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires et forfaitaires.

Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre, ou le cas échéant dans le bordereau des prix unitaires du marché subséquent.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées les prix unitaires indiqués à l'accord-cadre ou, le cas échéant, les prix unitaires indiqués au marché subséquent.

#### 7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

### 7.3. Variation dans les prix

Les prix sont révisibles annuellement à chaque date anniversaire de notification, à la hausse comme à la baisse, par l'application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = Po (I / Io)$$

dans laquelle :

P = Prix hors taxe actualisé

P0 = Prix hors taxe initial du marché

Io = Indice à la date de remise des offres

I = Indice à la date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution de la nouvelle période

\* le coefficient obtenu du calcul sera arrondi au millième supérieur. Par exemple, pour un résultat à 1,20396, il sera retenu 1,204 ; pour un résultat à 1,20301, il sera retenu 1,204.

Lot(s)	Code	Libellé
1 à 10	010766405	<a href="#">Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 51.21 – Transport aérien national de fret</a>

**Le calcul de la variation des prix est pris en charge par l'acheteur.**

- **Clause limitative de sauvegarde** : l'administration se réserve le droit de **résilier sans indemnité** la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence, **lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 4 % l'an**, par rapport aux prix figurant dans le BPU.

### 7.4. Modalités essentielles de paiement

#### 7.4.1. Avance

Aucune avance ne sera accordée.

#### 7.4.2. Acomptes

Sans objet.

### 7.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de consultation : 2025-8830-018 ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 45xxx ou en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations ;
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

La facturation sera établie sur la base des quantités effectivement réalisées telles que relevées dans le compte rendu de mission / bordereau de vol. Le montant initialement prévu par le bon de commande pourra, le cas échéant, être révisé conformément à l'article 6.1.2 du présent CCATP. Le compte rendu de mission ou bordereau de vol sera joint à la facturation.

**Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.**

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C – Contractant » de l'acte d'engagement.**

### 7.4.4. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :

Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXX ou 4700XXXX

- Numéro d'identification :

Le SIRET de la DT de l'ONF : 662043116000489

- Numéro de service exécutant :

Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

### 7.4.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### **7.4.6. Nantissement ou cession de créance**

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du Code de la commande publique.

## **8 CLAUSE DE REEXAMEN**

En application des articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, les accords-cadres peuvent être modifiés, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ des fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans l'accord-cadre initial ;
- ✓ cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- ✓ reprise de l'exécution de l'accord-cadre par un mandataire qualifié de l'acheteur ;
- ✓ des modifications de faibles montant ;
- ✓ des modifications non substantielles, quels qu'en soit leur montant.

La mise en œuvre de la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée de l'accord-cadre doit être impérativement notifiée à l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception et courriel.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- ✓ la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- ✓ la forme de l'entreprise ;
- ✓ la raison sociale ou dénomination ;
- ✓ l'adresse ;
- ✓ le capital de l'entreprise ;
- ✓ l'identifiant bancaire, le numéro de compte bancaire à créditer ;
- ✓ de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement de l'accord-cadre.

Un acte de modification peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées

## **9 DROIT, LANGUE**

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCATP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté. En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.



Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

## **10 ASSURANCE**

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF une attestation mise à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

### **11.1. Modalités de mise en œuvre**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### **11.2. Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

### **11.3. Travail clandestin**

Le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du Code du travail relatifs au travail clandestin.

### **11.4. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

## **12 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du Code de la commande publique, des articles L.8222-1 à L.8222-3, R.8222-1 du Code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr)



### 13 REGLEMENT DES DIFFERENTS

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et, le cas échéant, la justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R.2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Lyon  
184, rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03  
Téléphone : 04 87 63 50 00  
Courriel : [greffe.ta-lyon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr)  
Site internet : <http://lyon.tribunal-administratif.fr>